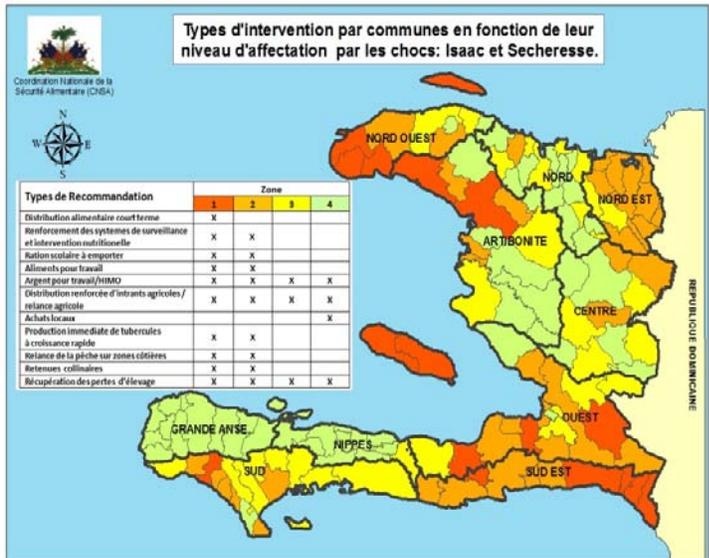


Les pertes agricoles de printemps, dues à une sécheresse prolongée, le passage de la tempête Isaac, ayant détruit les plantations pour la plupart en phase végétative, font significativement chuter la production agricole nationale en 2012. La baisse de la production vivrière, qui coïncide avec l'augmentation du prix de certaines céréales sur le marché international (maïs, blé, etc.), a par ailleurs provoqué une surchauffe sur le marché national, se traduisant par la hausse des prix de certains produits alimentaires locaux et importés.

Ainsi, le niveau actuel des prix des produits tels que les haricots, le riz importé et la farine de blé notamment est largement supérieur à celui de 2011. Compte tenu du poids de ces produits dans la consommation alimentaire des ménages, la volatilité des prix entraîne un renchérissement du panier alimentaire, réduisant ainsi l'accès des aliments de base aux plus pauvres. L'envolée des prix, entre septembre 2011 et septembre 2012, a entraîné en fait une hausse du coût de ce panier d'environ 18 pourcent. Une hausse qui a induit une baisse de 10 pourcent de l'accès des plus pauvres aux aliments qui composent le panier alimentaire.

Dans un tel contexte, certains indicateurs de sécurité alimentaire suivis par la CNSA atteignent des niveaux pour le moins inquiétants dans les zones les plus affectées par la sécheresse et la tempête Isaac.



a) Scores de consommation et de diversité alimentaires. Ces indicateurs montrent que la fréquence de la consommation alimentaire et la diversité alimentaire sont très faibles dans les zones en rouge et en orange, mais avec une accentuation particulière dans les premières.

b) Echelle de la faim. La faim sévère frappe une proportion élevée de ménages.

c) Stratégies de survie. Les stratégies actuelles de survie, face à la crise, mettent au grand jour les difficultés d'accès aux aliments chez les plus pauvres: augmentation de la coupe d'arbres pour la fabrication du charbon, en particulier les arbres fruitiers; augmentation de la vente de bétail; augmentation de la migration; augmentation d'achats de la nourriture à crédit; diminution du nombre et de la qualité des repas.

En somme, ce tableau est révélateur d'une prévalence de l'insécurité alimentaire particulièrement élevée. Une situation pour le moins préoccupante. La CNSA, dans sa mission d'informer, tient à alerter les décideurs afin de prévenir une éventuelle crise alimentaire dans le pays, particulièrement dans les régions les plus à risque. Elle recommande donc qu'un ensemble de mesures, allant de l'urgence à moyen ou long terme, soient implémentées. Ces mesures sont :

- 1) Activités de cash for Works (d'octobre à décembre);
- 2) Distribution de bons alimentaires (d'octobre à mars);
- 3) Activités de nourriture contre travail (d'octobre à décembre et de mars à mai);
- 4) Distribution d'aliments supplémentaires et thérapeutiques (d'octobre à mai);
- 5) Ration scolaire à emporter (d'octobre à mai);
- 6) Transferts de cash (d'octobre à mars);
- 7) Distribution d'intrants agricoles (octobre-novembre et mars-avril);
- 8) Distribution d'intrants de pêche (novembre à juin);
- 9) Augmentation de la couverture en eau et assainissement (octobre à juin);
- 10) Surveillance nutritionnelle (octobre à juin);
- 11) Evaluation des récoltes et de la SA (CFSAM) (avril-mai 2013);
- 12) Renforcement de la capacité des services de santé et de la nutrition;

En plus de ces mesures, l'application des recommandations de la Commission Nationale de Stabilisation des Prix (CNSP), ainsi que la mise en œuvre du plan de relance agricole de MARNDR, peut contribuer à réduire l'insécurité alimentaire dans les zones ciblées.